

6 Société et Culture

**Grève des agents de la Sogatra
Ils ont vainement tenté d'envahir le Trésor**

R.H.A

Libreville/Gabon

COMME annoncé, il y a un peu plus d'une semaine, après leur rencontre avec le directeur de cabinet du Premier ministre, les employés de la Société gabonaise de transport (Sogatra) sont passés de la parole à l'acte. Las d'attendre le paiement de leurs quatre mois d'arriérés de salaires, ils ont décidé d'investir la rue. Lundi, il était quasiment impossible d'atteindre les Feux tricolores de Super-Gros en venant

de l'ex-Gare routière ou du camp de police. Une dizaine de bus obstruaient la voie.

"Ce matin (hier, ndr), nous avons décidé d'aller au Trésor public faire un sit-in avec l'ensemble du personnel parce que toutes les situations de paiement s'y trouvent. Malheureusement, la police qui était présente sur le lieu, nous en a empêché", expliquait, visiblement furieux, un des agents.

Qu'à cela ne tienne. Ils ont, de nouveau, tenté de rallier le Trésor public à l'aide des bus affrétés. Une situation ayant engendré un gigan-

tesque embouteillage au niveau du centre-ville.

"Quand les salaires sont régulièrement payés, personne ne nous voit dans la rue. Notre pointage va du 15 au 15 de chaque mois. Ce qui voudrait dire que le 15 juillet prochain, nous aurons 5 mois sans salaires. Si le gouvernement a des mesures à prendre, qu'il nous le dise. S'il y a bien une restructuration de la Sogatra en vue, elle est très attendue. S'il faut fermer l'entreprise, qu'il nous dise pour que nous soyons situés ! Nous ne faisons qu'enregistrer des cas de décès ici. Il y a trois jours, un collègue



Photo : R.H.A

C'est avec des convois de bus que les agents de la Sogatra ont bloqué la circulation hier à Libreville.

nous a quittés", renseigne mécontents, munie d'une dame, parmi les agents mégaphone.

Enseignement supérieur/SNEC-UOB

Les enseignants suspendent les cours pour une semaine

R.H.A

Libreville/Gabon

LES enseignants membres du Syndicat national des enseignants chercheurs (Sneec), section Université Omar Bongo (UOB), ont suspendu les cours depuis lundi matin. Une banderole accrochée à l'entrée de cet établissement d'enseignement supérieur indique: "suspension des activités pédagogiques jusqu'à satisfaction totale de nos revendications".

Cette décision de gel des cours a été prise à l'issue d'une assemblée générale extraordinaire tenue samedi dernier dans l'en-

ceinte de l'UOB. Au cours de cette rencontre, il a été constaté que les budgets alloués à cette institution vont decrescendo. C'est ce qui expliquerait, selon les membres du Sneec, que depuis les années académiques 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, les prestations des enseignants-chercheurs ne sont plus entièrement payées à l'UOB.

Assimilant cette situation à "une indifférence", ils ont, après un vote, opté pour la suspension de toutes les activités pédagogiques. Ils conditionnent la reprise des activités, y compris le déroulement des examens de fin d'année, au paiement total des prestations

dues. Et le président du Sneec-UOB, Pr Mike Moukalla Ndoumou d'indiquer: "J'ai été approché par le recteur de l'université qui m'a fait comprendre qu'en dépit de toutes les démarches entamées auprès de la tutelle, on n'arrivait pas à allouer à l'université les sommes destinées au paiement de nos prestations."

Un autre point évoqué lors de cette AG, celui de la restructuration de cette section Sneec-UOB, en "immersion" depuis plus de quatre mois. À ce propos, il a été constaté que cette entité perd de plus en plus son dynamisme. Plusieurs raisons justifient cette apathie, dont l'ab-



Photo : R.H.A

L'accès au temple du savoir bloqué par les enseignants-chercheurs.

sence manifeste de solidarité de ses membres, souvent incapables de faire appliquer les décisions prises unanimement à la base, l'absence de fichier

d'identification des véritables adhérents, l'absence d'un local pour ladite section, malgré la promesse des autorités rectorales à cette fin.

Centre national des œuvres universitaires (Cnou)

Le Synapaugeg hausse le ton

COE

Libreville/Gabon

LES agents du Centre national des œuvres universitaires (Cnou), affiliés au Syndicat national des personnels de l'administration universitaire et des grandes écoles du Gabon (Synapaugeg), sont depuis quelques jours en mouvement d'humeur au sein de l'École normale supérieure (ENS), sise rue des Grandes écoles, dans le 2e arrondissement de Libreville.

Plusieurs points de revendication justifient ce mouvement d'humeur. Il s'agirait donc du paiement de quatre mois de salaire, des primes de fin d'année et des reliquats des primes des 1er, 2e et 3e trimestres 2017. Il y a aussi le non-versement des cotisations prélevées dans les salaires pour la pension vieillesse par les responsables du

Cnou, et le fait qu'appartenant au Cnou, qui est sous la tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur, et donc agents dans une structure publique, les cartes professionnelles qui leur ont été délivrées portent la mention secteur privé.

Les agents mécontents dénoncent également le fait qu'ils ne sont pas transportés, alors qu'il existe des bus à cet effet. Ils relèvent aussi le retrait des budgets aux directeurs de délégation par le directeur général. Or, habituellement et conformément à la loi de finances, les trois délégations de la direction générale du Cnou disposent chacune d'un budget de fonctionnement. Certains agents avancent que le DG aurait privilégié l'achat de matériel de cuisine mais sans que les partenaires sociaux n'aient été associés pour juger de l'opportunité de la dépense. « Nous avons des sites qui produisent de l'argent. Où

vont les recettes ? Même en fonds propres, le DG est incapable de faire des avances de salaires mais préfère acheter des marmites et autres, au détriment des salaires et primes des agents. C'est un traitement inhumain, en violation de la Déclaration universelle des droits de l'homme », a lancé le président du mouvement, Joseph Patrick Souchlaty-Poaty.

Patrick Souchlaty-Poaty. Au regard donc de cette situation, qui met mal à l'aise l'ensemble des agents de cette institution, le Synapaugeg a, dans un premier temps, organisé le 19 mai 2017 dernier une assemblée générale, à laquelle le directeur général était convié, dans le but de présenter les besoins des agents. « Nous pensions qu'en initiant cette démarche, il ferait ce qu'il y a de mieux. Mais, il n'y a malheureusement pas eu de réaction », soutient-il. Un courrier aurait même été envoyé à son secrétariat,



Photo : COE

Le président du Synapaugeg, Joseph Patrick Souchlaty-Poaty (debout), s'adressant hier à ses collègues.

qui l'informe au sujet du mécontentement des agents sur la réduction et/ou la suppression des primes. Une rencontre a donc été organisée entre les deux parties, qui ont convenu de se retrouver autour de la même table afin de trouver des solutions? Ce qui n'a pas été le cas. Deux demandes d'audience adressées au ministre de tutelle et au Premier ministre seraient égale-

ment restées sans suite. « Nous n'avons comme seule décision que celle de perpétuer le mouvement. Nous allons déposer un préavis de grève. Si les autorités décident de nous faire partir en vacances sans nous payer, ce n'est pas grave. Mais, il n'y aura pas de rentrée au Cnou pour l'année académique 2017-2018. D'autant plus que le DG est devenu introuvable », a conclu M. Souchlaty-Poaty..

Ici et ailleurs

• Tabagisme

Frapper le consommateur au porte-monnaie



Photo : Martial Franck

LE prix du paquet de cigarettes va augmenter "progressivement" à 10 euros (6 550 francs) en France, contre environ 7 euros actuellement (+40%), pour lutter contre les méfaits du tabac, a annoncé, hier, le Premier ministre Édouard Philippe. "Le tabac en France entraîne plus de 80 000 décès (par an). C'est la première cause de mortalité évitable, et la consommation quotidienne de tabac augmente chez les adolescents", a expliqué le Premier ministre lors de sa déclaration de politique générale, en promettant de "lutter sans merci contre les trafics". Le chef du gouvernement n'a donné aucune date pour cette mesure destinée à dissuader la consommation de tabac qui figurait parmi les promesses de campagne du président Emmanuel Macron

• Cinéma

Adrien Brody honoré au Festival de Locarno

L'acteur américain Adrien Brody, 44 ans, recevra le Leopard Club Award, le 4 août, lors du Festival du film de Locarno en Suisse, a annoncé, hier, la direction de ce festival qui se déroule chaque année sur les rives du Lac Majeur. La récompense, décernée tous les ans, rend hommage à une personnalité du cinéma qui, par son travail, a marqué l'imaginaire collectif. Adrien Brody est "l'un des plus brillants acteurs du cinéma américain", écrit le Festival de Locarno dans son communiqué.

• Arts plastiques

José Luis Cuevas s'en est allé

L'artiste plasticien mexicain José Luis Cuevas, une des figures de la "génération de la rupture" apparue en opposition au mouvement du muralisme, est décédé, lundi, à Mexico, a annoncé le gouvernement. "Artiste du Mexique et du monde, José Luis Cuevas sera toujours dans les mémoires comme un synonyme de liberté, de création et d'universalité. Qu'il repose en paix", a déclaré sur son compte Twitter le président mexicain Enrique Peña Nieto. Cuevas, dont l'état de santé s'était détérioré dernièrement, est mort à l'âge de 83 ans dans un établissement privé. Les autorités n'ont pas précisé la cause de son décès.

Rassemblés par SNN